

Pour l'annulation du Conseil d'association UE-Israël

26 septembre 2022



60 organisations de défense des droits de l'homme et de la société civile demandent de revoir la décision de renouveler le Conseil d'association UE-Israël qui donnera le feu vert aux violations israéliennes.

Cher Monsieur Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité,

Chers ministres européens des Affaires étrangères,

Les organisations de la société civile palestinienne et européenne soussignées vous adressent cette lettre

pour vous faire part de leur profonde inquiétude concernant la décision de raviver le Conseil d'association UE-Israël, qui vise à reprendre un dialogue formel et à renforcer la coopération avec Israël, et à banaliser les très problématiques « Accords d'Abraham ».

Lors de sa dernière visite dans la région, la présidente de la Commission européenne, M^{me} Von Der Leyen, a déclaré à propos d'Israël : « Notre culture et nos valeurs communes ont créé un lien profond entre l'Europe et Israël... le lien le plus fort que nous partageons est notre croyance dans la démocratie et dans les valeurs démocratiques ». La politique de deux poids deux mesures appliquée par les Européens à l'égard d'un peuple confronté à l'occupation militaire, à l'annexion et aux crimes de guerre est évidente et insupportable pour les Palestiniens. Aujourd'hui plus que jamais, les valeurs et principes fondateurs de liberté et de justice qui ont façonné l'ordre international et ont été adoptés par l'Union européenne doivent être appliqués et défendus partout.

Au lieu de cela, le Conseil d'association continuera à présenter comme normales les pratiques autoritaires et oppressives, à la place des valeurs démocratiques et des droits de l'homme, et omettra les violations persistantes du droit international qui sont commises à l'encontre du peuple palestinien.

La décision de réunir le Conseil d'association est prise à un moment où Israël a intensifié ses attaques contre le peuple palestinien, dont parmi eux des citoyens européens. Déjà 94 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne en Cisjordanie occupée depuis le début de l'année, sans que personne n'ait été tenu pour responsable. Au cours des derniers mois, l'armée israélienne a envahi à plusieurs reprises des camps de réfugiés palestiniens et des villes comme Jénine et Naplouse en Cisjordanie occupée, tuant plus de 27 Palestiniens dans la seule ville de Jénine. Ces raids illégaux ont conduit à l'assassinat ciblé de la journaliste Shireen Abu Akleh en mai 2022, dont la famille continue de réclamer que justice lui soit rendue et que les responsables soient identifiés.

Le 4 mai, la Haute Cour israélienne a donné son feu vert aux ordres d'expulsion massive de plus de 1 300 Palestiniens de huit communautés de Masafer Yatta, dans le sud de la Cisjordanie occupée, et les démolitions ont déjà commencé, ouvrant la voie à de nouveaux vols de terres et à leur annexion par Israël. Ces ordres constituent la plus grande opération d'expulsion menée par Israël depuis 1967. Depuis cette date, l'UE et ses États membres ont régulièrement réaffirmé l'illégalité des opérations d'expulsion et des colonies israéliennes construites sur des terres palestiniennes volées, mais dans la pratique, ils ne respectent pas leurs propres obligations en vertu du droit international.

De plus, l'UE est le plus grand partenaire commercial d'Israël, et en autorisant les entreprises, les institutions financières et les gouvernements européens à poursuivre leurs échanges avec les colonies illégales israéliennes, l'UE non seulement défend mais encourage la commission même de ces crimes de guerre, finançant davantage le vol par Israël des terres et des ressources naturelles palestiniennes.

Israël a également intensifié de manière significative son attaque contre les organisations de la société civile palestinienne lorsque, le 18 août, son armée a envahi la ville de Ramallah, a fait une descente, saccagé et fermé de force les bureaux de sept organisations de la société civile palestinienne qui ont été qualifiées d'organisations criminelles et dont six ont été déclarées illégales en octobre 2021. Cette décision fait suite à des décennies d'efforts concertés pour les discréditer, empêcher leur financement et les empêcher de faire connaître le travail crucial qu'elles accomplissent pour dénoncer les crimes israéliens et demander que soit établie la responsabilité de ceux qui les ont commis. Alors que neuf États membres de l'UE ont rejeté la qualification de criminelles de ces organisations dans une déclaration commune et se sont engagés à continuer à financer la société civile palestinienne et à travailler avec elle, l'UE n'a pas réussi à protéger de manière significative ces organisations et leur personnel. La citoyenne espagnole Juana Ruiz Rishmawi a été détenue arbitrairement pendant 10 mois, pour le seul fait d'avoir travaillé pour l'une des organisations de la société civile palestinienne faisant l'objet d'attaques israéliennes ; et Salah Hammouri, avocat franco-palestinien travaillant avec Addameer, est toujours détenu arbitrairement.

En juin 2022, cela faisait 15 ans que la bande de Gaza était soumise à la fermeture de ses frontières et à un blocus aérien, maritime et terrestre qui l'asphyxie. Du 5 au 7 août 2022, sans répondre en cela à une quelconque provocation, Israël a lancé une offensive militaire contre Gaza, menant une série de frappes aériennes lourdes sur des zones densément peuplées et visant délibérément des civils et leurs maisons. Au cours de cette offensive de trois jours, 49 Palestiniens ont été tués, dont 17 enfants et 4 femmes, tandis que 360 autres étaient blessés, dont 151 enfants et 58 femmes.

L'UE a également signé un nouvel accord gazier avec Israël et l'Égypte au nombre des mesures visant à valider les très problématiques « Accords d'Abraham » dans le cadre de la politique de l'UE vis-à-vis de ses voisins et à intégrer Israël dans la stratégie d'approvisionnement énergétique de l'UE. Israël a systématiquement empêché les Palestiniens d'accéder au gaz au large de la côte de Gaza, tout en maintenant le blocus et en favorisant ses propres exportations de gaz. Le nouvel accord gazier fait partie des nouveaux projets de la Politique européenne de voisinage de l'UE avec ses voisins au sud, projets qui visent à valider les « Accords d'Abraham », servant ainsi des intérêts autoritaires et sapant davantage le droit des peuples à l'autodétermination.

C'est de cette réalité que les décisions de l'UE sont déconnectées. Dans le cadre de l'approfondissement du dialogue avec Israël, aussi franc que certains États membres de l'UE souhaitent celui-ci, l'UE, plutôt que de demander des comptes à Israël en prenant des actions significatives, continue de traiter celui-ci comme un acteur de bonne foi – au lieu de le voir comme l'« occupant de mauvaise foi » décrit avec justesse par l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies, Michael Lynk.

Au lieu de permettre à Israël de consolider son entreprise coloniale et son régime d'apartheid, en le récompensant par une coopération économique accrue et le commerce d'équipements et de technologies militaires nuisibles, l'UE et ses États membres ont l'obligation, et c'est également dans leur intérêt, de demander des comptes à Israël et de mettre fin à l'impunité.

Nous demandons donc instamment à l'UE de revoir sa décision de raviver le Conseil d'association, ainsi que de mettre fin à l'accord gazier récemment signé et de revoir ses programmes de coopération bilatérale, afin qu'Israël soit tenu pour responsable de ses crimes qui perdurent et des violations des droits de l'homme commises contre le peuple palestinien.

Signataires :

- Addameer Prisoner Support and Human Rights Association
- Al Mezan Center for Human Rights
- Al-Haq
- Applied Research Institute - Jerusalem (ARIJ)
- Bisan Center for Research and Development
- BNC - BDS National Committee
- Boycott from Within
- Burj alluqluq Social Center Society
- Center for Defense of Liberties & Civil Rights « Hurryat »
- General Federation of Palestinian Workers
- General Union of Palestinian Teachers (Gupt)

- Palestinian Campaign for the Academic & Cultural Boycott of Israel (PACBI)
- Palestinian Non Governmental Organizations Network (PNGO)
- QADER for Community Development
- Stop the Wall Campaign
- The Freedom Theatre
- The Jerusalem Human Rights Consortium
- The Palestine Institute for Public Diplomacy (The PIPD)
- The Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy - MIFTAH
- Treatment and Rehabilitation Center for Victims of Torture
- Union of Agricultural Work committees UAWC
- Union of Cooperative Associations for Saving and Credit « UCASC »
- Women's Centre for Legal Aid and Counseling
- Apart collective
- Association Belgo-Palestinienne WB, Belgique
- Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP)
- Association France Palestine Solidarité (AFPS), France
- Associazione Amici della Mezzaluna Rossa Palestinese
- BDS groups : Austria, Berlin, France, Greece, Italia, Marche, Norway, País valencià, Roma
- Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient, Luxembourg
- Coordinamento Campagna BDS Bologna, Italie
- European Coordination of Committees and Associations for Palestine - ECCP
- European Legal Support Center (ELSC)
- European Trade Union Network for Justice in Palestine
- Flemish Socialist Movement (V-SB), Belgique
- Gibanje za pravice Palestincev
- Iniciatíva za spravodlivý mier na Blízkom východe, (Slovak Initiative for a Just Peace in the Middle East)
- Ireland-Palestine Solidarity Campaign
- Irish Rule of Law International, Irlande
- Jüdische Stimme für gerechten Frieden in Nahost, Allemagne
- Kapitál, kultúrno-spoločenský mesačník
- La Via Campesina - Arab and North Africa Region LVC ARNA

- Law for Palestine
- Mezinárodní hnutí solidarity ISM
- Ne našim jménem ! - Za spravedlivý mír na Blízkém Východě
- Nederlands Palestina Komitee, Netherlands
- NOVACT International Institute for Nonviolent Action, Espagne
- Palestina Solidariteit vzw
- Paz con Dignidad, Espagne
- Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, France
- Polish Palestine Solidarity Campaign, Pologne
- Red Solidaria contra la ocupación de Palestina - RESCOP
- Rete Romana di Solidarietà con il popolo Palestinese
- SADAKA, Irlande
- The Norwegian Committee for Academic and Cultural Boycott of the State of Israel (Akulbi)
- The Palestine Solidarity Association in Sweden (PGS), Suède
- The Rights Forum, Pays-Bas
- Trócaire, Irlande
- Union syndicale Solidaires, France
- Viva Salud, Belgique

Crédits photo : [European Parliament](#) / [Flickr Creative Commons](#)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article : <https://stopcolonies.fr/Pour-l-annulation-du-Conseil-d-association-UE-Israel>